REFLEXIONS SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA FAIM EN AFRIQUE

Conférence publique prononcée par

C.M. EYA NCHAMA, Historien

Lors de l'Assemblée annuelle de la Société Suisse d'Etudes Africaines

Genève 26 octobre 1985

Notre continent, l'Afrique, a été capable pendant longtemps d'alimenter sa populations avec sa propre production alimentaire. Nous savons qu'à l'époque de l'esclavage triangulaire - c'est à dire du commerce des nègres à travers l'Atlantique - les agriculteurs africains produisaient les aliments nécessaires aux négriers. En plus des produits alimentaires, notre continent produisait également les textiles, des produits pharmaceutiques, etc. Rappelons que les négriers n'achetaient pas seulement des esclaves, mais également des produits alimentaires pour les nourrir durant le voyage d'Afrique en Amérique. A cette époque, un voyage du Golfe de Guinée jusqu'en Amérique pouvait durer près de trois mois.

Dès les années 1870, et plus particulièrement à partir de la Conférence coloniale de Berlin, la situation commença à changer petit à petit. En effet, après cette Conférence et les traités de délimitation territoriale, les armées européennes se lancèrent à la conquête de notre continent. Les guerres d'occupation commencèrent à déstabiliser la situation de l'agriculture africaine. Au cours de ces guerres, les envahisseurs brûlaient villes et villages, détruisaient les champs et massacraient les populations. Cette situation amena la première famine grave sur notre continent. Dans certaines régions, cette famine apparut en 1907, dans d'autres en 1913 et 1920.

BIBLIOTECA C. M. EYA NCHAMA
N.°
Fecha

La "Paix Coloniale" rétablit l'ordre dans les régions conquises. Les paysans purent se remettre à l'agriculture, mais de façon différente. Avant le colonialisme, le mode de production répondait aux besoins de notre continent, ensuite ce ne fut plus possible, parce que les colonies devaient cultiver pour satisfaire les besoins de leurs métropoles. L'Afrique s'est trouvée ainsi insérée progressivement dans la division internationale du travail, c'est-à-dire dans la division internationale de production

La crise alimentaire actuelle trouve sa vraie cause dans l'histoire coloniale et néo-coloniale que nos pays ont dû supporter. Avec le colonialisme (espagnol, portugais, français, hollandais, belge ou anglais, le modèle fut le même à des périodes historiques différentes), les agricultures autochtones furent confrontées à une économie d'échanges monétaires par l'introduction d'un mode de faire-valoir nouveau : la plantation développe un phénomène secondaire plus général, celui de l'accès du paysannat à l'économie de marché.

La plantation se différencie du mode traditionnel par le caractère spéculatif et intensif des cultures : café, coton, cacao, arachide, canne à sucre, thé, caoutchouc, élevage du bétail, etc. En outre, sa production est toujours destinée au marché des pays industrialisés. D'une façon globale, les effets de l'accent mis sur les cultures d'exploitation ont été désastreux pour les cultures vivrières, notamment

- en raison de la réquisition des hommes pour le travail forcé dans les plantations,
- à cause de la pratique d'expulsion des agriculteurs de leurs terres,
- ou bien encore en raison de la pratique de l'impôt qui oblige le paysan à développer des cultures de rente.

L'économie de plantation, imposée par le colonialisme dans les pays africains, a été conçue dans l'optique de la division

internationale de la production d'où leur spécialisation, agricole ou minière, pour l'exportation. Ainsi, actuellement, tous les efforts technologiques et de vulgarisation sont concentrés vers l'obtention des plus hauts rendements possibles de ces cultures de rapport, la plupart du temps au détriment des cultures vivrières. C'est pour cette raison que les paysans se trouvent souvent invités à réserver les meilleures parcelles de leurs terres et le meilleur de leur temps aux cultures d'exportation. De cette façon, le paysan se trouve lié au revenu monétaire provenant de la vente de la récolte et, surtout, il est devenu dépendant des variations du prix mondial des produits qu'il cultive. Les effets sur la quantité et la qualité nutritive des denrées qu'il peut acheter sur le marché, et sur l'environnement immédiat, sont forcément désastreux. Les fortes migrations vers les villes sont une conséquence logique pour fuir cette situation.

Les Sociétés Transnationales maintiennent souvent en friche de vastes étendues de terre, les utilisent pour des mines à ciel ouvert ou des terrassements qui détruisent la surface cultivable, rendant toute culture actuelle ou future impossible. Les Sociétés Transnationales qui exploitent de par le monde la bauxite, le cuivre et le pétrole, contribuent à la baisse du potentiel cultivable en se réservant d'immenses territoires pour leurs exploitations.

Le problème de la faim est ainsi relié à l'utilisation des terres agricoles et à ceux qui en détiennent le contrôle.

D'autre part, les industries agro-alimentaires sont localisées d'une façon prédominante dans les pays industrialisés : les 3/4 de la transformation agro-industrielle se font loin des sources de production des matières premières agricoles et loin des régions où demeure la plus grande partie de la population.

Le mécanisme de la division internationale de la production oblige les pays africains à se spécialiser toujours plus dans la production de matières premières et de produits agricoles d'exportation pour pouvoir bénéficier de revenus supplémentaires. Ceux-ci paieront l'importation de biens manufactués, destinés surtout à la consommation des classes aisées, et l'importation d'aliments que l'on ne produit plus suffisamment chez soi.

Après les indépendances africaines

Comme nous le savons tous, le colonialisme direct a cessé d'exister au cours de la décennie 1958-1968, moment où la majorité des pays africains ont accédé à l'indépendance. Comme nous l'avons vu, c'est durant l'époque coloniale que débuta la division internationale de la production. De plus, à l'intérieur de chaque colonie, on assista à la division sexuelle de la production. Si, au moment de l'époque précoloniale, la production alimentaire était au centre des préoccupations de nos peuples, l'introduction du système de plantations et de cultures d'exportation divisa le travail : les hommes s'occupent principalement des produits d'exportation et les femmes des produits vivriers. Il en fut ainsi pendant l'époque coloniale. Après l'indépendance, beaucoup de personne s'installèrent dans les villes et l'exode rural prit une dimension considérable ce qui eut pour conséquence la désorganisation des cultures vivrières.

Je viens de recevoir une lettre d'un ami qui se trouve actuellement en Afrique orientale et qui a voyagé dans de nombreux pays de cette région. Il m'écrit ce qui suit : "Le climat a beaucoup changé ici, le désert avance à grands pas, c'est très inquiétant car l'Est de l'Afrique subit l'influence de la désertification du continent." Diverses nouvelles provenant d'autres régions africaines font également référence à la désertification galopante de notre continent.

S'il est vrai que notre planète Terre suit son évolution naturelle, indépendamment de nous, il est également vrai que nous - les êtres humains - contribuons grandement à la désertification de l'Afrique et d'autres régions du monde. La Commission Nationale Suisse pour l'UNESCO et la Société helvétique des sciences naturelles ont publié en 1983 un excellent document intitulé "Bouleversement climatique par l'homme". Dans ce document, on peut lire ce qui suit en pages 16 et 17. Je cite "A la suite du déboisement des forêts tropicales et de la disparition concomittante de l'humus, le dioxyde de carbone qui se trouvait auparavant dans la végétation et dans le sol s'échappe dans l'atmosphère. Comme les neuf dixièmes de la biomasse terrestre consistent en forêt, la question du défrichement revêt une grande importance. Des calculs récents révèlent que chaque année les atteintes à la biomasse et à l'humus chargent l'atmosphère d'environ deux milliards de tonnes de gaz carbonique. Le déboisement se concentre actuellement surtout dans les pays en voie de développement, les Etats industriels ayant mis un frein aux abus sur leurs propres territoires... Dans la plupart des régions tropicales, le déboisement est irréversible : l'altération du sol ne permet plus aux arbres qui y poussaient à l'origine de s'y implanter. Dans les zones touchées, le défrichement des forêts tropicales modifie rapidement le climat local et le régime de l'eau. Indirectement et plus long terme, l'exploitation intensive, en renforçant l'effet de serre, contribue aussi à une modification générale du climat". Fin de citation.

Selon ce que nous venons d'entendre, nous constatons que si les responsables africains ne prennent pas des mesures draconiennes, il est possible que d'ici l'an 2050 notre continent devienne un immense désert.

Il n'esite pas de volonté politique réelle pour éliminer la faim en Afrique et dans le monde

Dans les années 70, l'opinion mondiale a été plus consciente de la problèmatique de la faim en Afrique et dans le monde. C'est pour cela qu'en novembre 1974 eut lieu à Rome la Conférence Mondiale de l'Alimentation.

Cette Conférence, conçue à l'origine comme un débat sur les causes de la malnutrition en liaison avec le sous-développement et pensée comme un instrument pour proposer des moyens concrêts capables d'arrêter la faim dans le monde, s'est vite limitée à un constat d'impuissance générale.

Malgré une analyse assez réaliste de la gravité de la situation, le ton a été tout de suite donné.

D'une part M. Kissinger déclarait que, je cite, "dans une décennie, aucun enfant ne se couchera le ventre vide, aucune famille ne craindra pour son pain du lendemain..".

D'autre part, MM. Kissinger et Butz, à l'époque respectivement secrétaire d'Etat et ministre de l'agriculture des Etats-Unis, laissaient clairement entendre la volonté de leur pays de s'opposer à toute remise en cause de l'ordre mondial existant. Ils ont également souligné leur détermination de faire jouer à plein le potentiel agro-alimentaire nord américain comme arme politique et économique.

Pendant 11 jours, les participants n'ont pas abordé les thèmes fondamentaux et ont été submergés par des tonnes de résolutions sur des questions hautement spécialisées. Un projet de résolution, présenté par les pays non-alignés, fut farouchement combattu par les grands pays occidentaux et transformé finalement en un des nombreux documents de la Conférence.

La Conférence a révélé la gravité des problèmes et a mis en lumière l'impuissance à vouloir se donner les moyens de les résoudre. Elle a également mis en évidence les énormes intérêts impliqués dans la question et l'impressionnante concentration des pouvoirs dans les mains de quelques pays et de quelques compagnies.

Il y avait bien sûr quelques résolutions allant dans le sens d'une amélioration de la situation. Par exemple, celle qui concernait une aide d'au moins 10 millions de tonnes de céréales par an. Cette aide devait être accordée sans ingérence dans les affaires des pays récepteurs. Une autre concernant la constitution d'un fonds international de développement agricole, financé par des contributions volontaires, a également été adoptée.

Mais une fois de plus, une grande conférence a accouché d'une nouvelle structure internationale : le Conseil Alimentaire Mondial. Cet organisme devait, en lieu et place de la FAO, prendre les décisions de fond en matière de politique agricole. Comme si en changeant de structure on résolvait les problèmes !

Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes

Dix ans plus tard, en marge de la Conférence Mondiale de l'Alimentation, tenue à Rome en novembre 1984, des représentants d'organisations populaires de développement, des chercheurs, des écologistes, des syndicalistes et des paysans se retrouvaient pour chercher ensemble des solutions et pour constituer un authentique groupe de pression internationale. Ils venaient du Nord et du Sud en proportions à peu près égales. Ils se constituaient en Assemblée Mondiale de l'Alimentation.

Cette Assemblée Mondiale de l'Alimentation affirmait que, je cite "les gouvernements et l'establishment officiel de l'aide avaient eu leur chance. Aujourd'hui, disait-elle, davantage de personnes ont faim, davantage de familles rurales sont chassées

de leurs terres, de plus en plus de terres sont dégradées. Pour nous tous, ou presque, riches ou pauvres, le règne de l'aide et de l'agrobusiness a fait empirer les choses. Pourtant les éléments existent pour créer un avenir où chacun aura subsistance et espoir". Fin de citation.

L'aide alimentaire détruit l'initiative des popultions africaines elle s'incruste et s'institutionnalise, décourage la production locale et crée des habitudes de consommation qui ne pourront plus être satisfaites par des produits cultivés sur place. Elle donne aussi une excuse aux gouvernements aidés pour ne pas élaborer de politiques alimentaires dignes de ce nom. Chaque fois que l'aide se révèle nécessaire, il faudrait chercher à se procurer les vivres de secours dans une région de surplus voisine de celle de la disette.

La faim résultat d'un maldéveloppement

La faim dont souffre l'Afrique se situe au niveau d'un maldéveloppement. Si nous affirmons que la faim est le résultat du madéveloppement, qu'est-ce que le développement ?

Le développement comme droit humain ou droit au développement signifie que tous les êtres humains ont droit à la vie, à la nourriture, à la santé, à l'éducation, au logement. Le droit au développement apppartient à la troisième génération des doirts de l'homme. Autrement dit, le droit au développement n'est qu'un des angles d'un triangle, les deux autres étant formés d'une part par les droits civils et politiques et, d'autre part, les droits économiques, sociaux et culturels.

Le droit au développement, au niveau de l'Etat, signifie que cet Etat doit favoriser la participation populaire de toute la société à son progrès. Les gouvernements africains devraient savoir que le droit au développement ne peut se réaliser que s'il existe un consensus national et qu'avec l'accord de tous

les habitants sur les objectifs de ce même développement.

Le droit au développement est la prérogative qui doit être reconnue à chaque individu et à chaque peuple de pouvoir satisfaire ses besoins en toute égalité et de bénéficier des biens et des services produits par la Communauté.

Le droit au développement dans les rapports Nord-Sud signifie l'élimination du racisme et de la discrimination raciale. Il signifie avant tout une transformation de la volonté politique des Etats et des Peuples du Nord. Ces Etats doivent s'efforcer de changer de mentalité et ne plus appuyer les dictatures et les oligarchies qui spolient l'Afrique.

Le droit au développement dans le contexte Nord-Sud doit tirer sa force morale de la solidarité et de la nécessité de partager la responsabilité entre le Nord et le Sud pour éliminer la pauvreté et la misère humaines de la surface de la terre.

Plus concrètement, les pays africains doivent donner une priorité absolue à l'agriculture. Ils doivent définir une politique agricole permettant l'approvisionnement abondant et régulier des marchés dans tout le pays. Cela suppose des aides substantielles aux producteurs : formation et encadrement des agriculteurs et agricultrices, prêts et crédits agricoles, etc. Cela suppose aussi une collecte efficace et régulière de tous les produits agricoles et un meilleur circuit de distribution.

Pour un véritable développement de l'agriculture, la priorité doit être donnée aux cultures vivrières pour la consommation locale. On évite ainsi l'importation abusive de produits alimentaires qui ne correspondent pas aux us et coutumes et à la production alimentaire du pays.

Autre problème l'Afrique est envahie par une foule d'experts. Chaque expert a sa recette de développement et veut la faire appliquer. Cela crée la confusion.

Et la confusion se trouve aussi au niveau des organisations membres de la famille des Nations Unies. Il y a une contradiction entre les propositions faites par le Fonds Monétaire Internation et celles faites par l'UNICEF et le Fonds International de Développement Agricole.

Les politiques du FMI ont pour conséquence entre autres l'augmentation des prix des produits alimentaires, dits produits de première nécessité, la diminution ou la suppression des budgets d'aide sociale, l'augmentation des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières. Par contre, le FIDA entreprend des projets réellement bénéfiques aux paysans pauvres ou sans terre qui sont souvent les victimes des politiques du FMI.

L'argument démographique

La théorie selon laquelle il y a trop de bouches à nourrir, c'est une explication simpliste et fallacieuse. Ces théoriciens disent que les pays africains en particulier et les pays pauvres en général doivent avoir moins d'enfants. En ce qui concerne notre continent, l'Afrique, au contraire, il n'est pas assez peuplé pour accomplir sa tache de développement économique et social. Par conséquent, je voudrais donner quelques exemples comparatifs:

** Guinée equatoriale 28.051 km2
400.000 habitants

Belgique 30.513 km2
10.000.000 habitants

La Guinée equatoriale a à peu près la même extension territoriale que la Belgique; cette dernière compte 10.000.000 d'habitants et seulement la ville de Charleroi équivaut avec ses 400.000 à 450.000 habitants à toute la population de la Guinée equatoriale.

** Gabon 260.000 km2
1.232.000 habitants

R.F.A. 248.667 km2
61.750.000 habitants

N.B. la ville de Munich seule avec ses 1.298.900 habitants est plus peuplée que le Gabon tout entier.

** Sénégal 197.161 km2
6.000.000 habitants

Suisse 41.293,2 km2
6.000.000 habitants

N.B. la Suisse correspond à un peu plus d'un quart du Sénégal.

** Afrique entière 30.000.000 km2
500.000.000 habitants

Inde 3.287.782 km2
700.000.000 habitants

Sans commentaire.

Le pays africain le plus peuplé avec 192 habitants par km2 est le Rwanda, mais il ne peut pas être comparé au pays le plus peuplé d'Europe, c'est-à-dire, aux Pays-Bas avec 420 habitants au km2.

Il y a un mythe autour de la population du Nigeria. Il faut cependant savoir que ce pays avec 83 habitants par km2 est moins peuplé que la France avec ses 100 habitants au km2.

Seul en promouvant le développement économique et social en Afrique, la faim pourra être vaincue. En fait qu'il y ait 10 ou 10 millions d'habitants à nourrir, la question est la même.

L'argument climatique

L'argument climatique ne tient pas debout non plus parce que la désertification du sol n'est pas un phénomène exclusif du continent africain. Si c'est vrai qu'en Afrique, il y a le Sahara et le Kalahari, on trouve également:

- en Amérique du Nord { désert californien, désert mexicain
- en Amérique du Sud { désert d'Atacama, désert du Chaco, désert de Patagonie
- en Asie { désert arabique, désert d'Asie centrale
- en Australie grande partie est désertique

En d'autres termes: on ne meurt pas de faim en Californie, ni en Arabie Saoudite ni en Australie.

En conclusion, nous disons à tous ceux qui oeuvrent d'une façon ou d'une autre pour faire disparaître la faim en Afrique, de mettre tous leurs efforts au profit des agricultrices et des agriculteurs pour que ceux-ci puissent lutter contre ce fléau qui assaille l'Afrique. Ce mariage entre chercheurs et paysans est la seule solution pour en finir avec la faim en Afrique.

Je vous remercie.